

Résultat Country Programme Action Plan	La législation essentielle aux réformes est adoptée ; le contrôle de l'action gouvernementale, la responsabilité des élus et la communication avec les organisations de la société civile sont effectifs.
Priorité Nationale	Participation citoyenne - Gouvernance - Consolidation de la paix et renforcement de la démocratie.
Indicateurs nationaux	Nombre de politiques élaborées de façon concertée entre l'État et la société civile aux niveaux national, provincial et local ; Nombre des cadres de concertation entre les autorités et la société civile mis en place et opérationnels au niveau central, provincial et local ; Pourcentage des organisations de la société civile partenaires ayant conduit au moins une action de contrôle par an dans leur domaine d'intervention.
Administrations de référence	Ministère du Plan et suivi de mise en œuvre de la révolution de la modernité, Cadre de concertation de la société civile, Conseil Supérieur de l'Audio-visuel.

POUR PLUS D'INFORMATION, MERCI DE CONTACTER :

Olivier Tshibola Mukuma
Conseiller au Programme Gouvernance
politique et administrative
Tel : (+243) 81 52 50 684
olivier.tshibola@undp.org

BUDGET**21 084 000 USD****BENEFICIAIRES
PROVINCES**

Elus, personnels administratifs
 Kinshasa pour le Parlement national,
 Katanga, Bas-Congo et Nord-Kivu
 (Assemblées provinciales)

Contexte

La société civile ainsi que les médias jouent un rôle déterminant dans la consolidation de la démocratie. En RDC, cette contribution est apparue cruciale depuis la fin du parti Unique en 1990 et l'entame du processus d'édification d'un État démocratique. La société civile a joué un rôle essentiel dans la préservation du tissu social surtout lorsque les capacités de l'État dans plusieurs secteurs se sont révélées soit insuffisantes, soit absentes. Cependant, le besoin de continuer à renforcer parallèlement les institutions politiques issues des élections et les organisations de la société civile (OSC) reste pendant. Ces dernières ont été réorganisées thématiquement afin de recadrer leur champ d'intervention et mieux les préparer à analyser, suivre et évaluer les politiques publiques et maintenir un dialogue interactif de qualité avec les pouvoirs publics. Cette réorganisation s'est traduite notamment par la mise en place de 20 groupes de travail thématiques (Environnement et assainissement, eaux et forêts, Climat des affaires, éducation et recherche scientifique, gouvernance locale et décentralisation, justice et droits humains, fonction publique, nouvelles technologies de l'information, médias et culture, etc.) dans les 11 provinces du pays, l'amélioration des capacités organisationnelles à travers la validation de manuels de procédure (administrative et gestion, communication, suivi et évaluation, etc.) ainsi que la mise en place des cadres de dialogue citoyens entre les autorités politico-administratives et les populations. Néanmoins, en dépit de ces avancées très encourageantes, plusieurs facteurs réduisent encore les capacités des Organisations de la société civile et des médias à influencer significativement sur la dynamique des relations avec l'État dans le but de renforcer la participation citoyenne et soutenir un partenariat équilibré devant améliorer la qualité de la démocratie. Certaines organisations de la société civile jouent néanmoins un rôle politique évident, mais à des degrés divers, selon leur objet spécifique. Cependant, toutes contribuent, quelle que soit leur portée, à renforcer le tissu social sans lequel il est difficile d'exiger le droit de participer politique en vue de la transparence et la bonne gouvernance, une meilleure défense des droits humains, une éducation civique et politique efficace des citoyens ainsi qu'une offre équitable des services publics de qualité.

Quelques résultats du cycle précédent 2008 / 2012

- Le PNUD a accompagné la structuration des organisations de la société civile en groupes de travail thématiques, leur mise en place dans les 11 provinces et l'adoption de la Charte des organisations de la société civile qui régit formellement l'engagement des OSC congolaises et définit leur champ d'action et leur éthique.
- L'appui apporté aux médias pour assurer leur professionnalisation a permis le réseautage de plusieurs journalistes autour de la question de gouvernance (Réseau de Journalistes pour la Gouvernance démocratique) et montré la nécessité de renforcer davantage leur rôle dans la promotion de la transparence et le contrôle citoyen des politiques publiques.

Situation

En RDC, en dépit du nombre important d'organisations de la société civile (près de 3000 selon la MONUSCO, dont environ 90% créées depuis 1990), elles ont été associées aux différents forums d'envergure nationale (Conférence nationale souveraine et Dialogue inter-congolais). Elles se sont investies en particulier dans le dialogue social pour la paix et la protection des droits de l'Homme. Des progrès ont été enregistrés dans la coordination tant au niveau national que provincial et sur le plan thématique. Malgré cela, les faiblesses structurelles demeurent dont une configuration atomisée, des ressources très insuffisantes, un déficit de professionnalisation, une participation encore très réduite dans la gestion du développement. La restructuration en cours pour sa requalification et sa professionnalisation, devra en faire un maillon essentiel dans l'amélioration de la gouvernance du pays. S'agissant des médias, leur nombre croissant dans un contexte de faiblesse des capacités humaines et de moyens financiers, réduit leur professionnalisme et affecte leur crédibilité. La régulation assurée par le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel et de la Communication, s'opère dans des conditions difficiles, alors que le pays bénéficie d'un pluralisme médiatique. Cette prolifération des structures médiatiques se déroule dans un contexte pauvre et empreint de clientélisme, altérant le professionnalisme attendu des acteurs des médias. Selon les conclusions de l'« Etude opérationnelle sur les capacités des médias à accompagner la démocratie en RDC », financée par le PNUD, en 2012 « les médias affichent de grandes faiblesses structurelles et fonctionnelles ayant un impact direct sur leurs capacités. Les appuis à apporter pour en faire des structures efficaces dans le renforcement de la démocratie devraient prendre en compte la complexité des faiblesses liées au cadre légal régissant le secteur médiatique, à la qualité des services livrés et au profil de compétences des acteurs médiatiques afin qu'ils assurent leurs missions d'information et de communication avec plus d'objectivité et d'équité ».

Engagements du PNUD

- Soutenir le processus de la restructuration en cours de la société civile notamment à travers le renforcement du Cadre de concertation nationale mis en place afin qu'elle joue son rôle de véritable interlocuteur du Gouvernement et de catalyseur de la citoyenneté active
- Renforcer le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel et de la Communication dans son rôle de régulation du paysage médiatique congolais avec efficacité et intégrité.
 - Soutenir le rôle des médias dans l'analyse et le suivi des politiques publiques avec un accent particulier sur les radios communautaires dans les zones d'intervention ciblées, en coordination avec la MONUSCO (Mission des Nations Unies pour la Stabilisation au Congo).



Bashu, province du Nord-Kivu, un technicien de la radio Communautaire. © PNUD RDC 2012

Travailler ensemble pour le développement

En tant que membre du Groupe Inter Bailleurs Société Civile (GIBSOC), le PNUD entend développer davantage de synergies d'action avec les autres partenaires. Cet effort passera notamment par la participation active du GIBSOC aux rencontres de ce groupe, le développement des synergies avec les autres acteurs du secteur (CAS MONUSCO, UE, UNESCO, France Expertise Internationale, Institut Panos Paris, Open Society Initiative for Southern Africa/ Osisa, etc.), le développement d'une approche conjointe d'intervention, la production d'outils par la mutualisation de bonnes pratiques ainsi que la mise en commun des ressources et de l'expertise en faveur de la société civile et des médias.

Aperçu de nos ambitions pour 2013 - 2017

- Le développement de politiques (lois, stratégies, etc.) concertées entre l'État et la société civile au niveau national, provincial et local. Situation actuelle : 12. Cible: 17.
- La mise en place et l'appui à l'animation de cadres de concertation entre les autorités et la société civile au niveau central, provincial et local. Situation actuelle : 24. Cible: 40.
- Une meilleure responsabilisation sociale des organisations de la société civile partenaires pour conduire des actions dans leur domaine d'intervention et en assurant la vulgarisation à une plus grande échelle, notamment les lois et édits adoptés et promulgués afin d'en assurer la compréhension et l'appropriation par la population.
- Le développement des capacités des OSC dans le suivi de la mise en œuvre des engagements gouvernementaux en faveur de l'élargissement des droits pour les femmes et les jeunes filles et de l'exercice de leur citoyenneté.

Expertise du PNUD

La Charte des Nations Unies confère au PNUD un mandat impérieux de travailler avec les Organisations de la société civile (OSC). À travers le monde, le PNUD s'est créé un rôle spécial très apprécié en dégageant avec les gouvernements la possibilité pour les OSC de faire connaître leurs perspectives et de les intégrer à la politique et aux programmes de développement.

La Stratégie mondiale pour la société civile et l'engagement civique du PNUD (https://info.undp.org/global/documents/partnerships/2012_UNDP_Strategy_on_Civil_Society_and_Civic_Engagement_FR.pdf) met en évidence sa capacité et son expérience dans la conduite des processus de dialogue entre les parties prenantes en développement rendant ainsi compte des atouts stratégiques de travailler avec les médias et la société civile pour créer des interactions efficaces et crédibles avec le Gouvernement et les autres institutions démocratiques dans la société.

Témoignage

L'appui du PNUD à la société civile, est une occasion d'échanges d'expériences dans le cadre du contrôle de l'action publique dans nos entités, explique Omar Kavota, président de la société civile du Nord-Kivu. Il explique que « *c'est depuis 2010 que nous mettons en place cette approche de cadre permanent d'échanges entre les autorités locales et la société civile, à travers le dialogue social. Cette action permet aux acteurs de la société civile de participer à l'élaboration et au suivi des politiques publiques, et d'exercer le contrôle citoyen* ». En termes de gouvernance « *cela renforce la cohésion et la légitimité de ceux qui gèrent des entités. La conséquence directe est que la population et les autorités se considèrent comme des partenaires* » soutient-il. En 2013, les acquis de cette approche ont été pérennisés au niveau du territoire de Beni, Nord-Kivu, où les animateurs des entités ont créé des cadres de dialogue permanents. Ils échangent sur les questions liées à la sécurité, la gouvernance, le développement de l'entité et des politiques locales. « *Dans le passé, on a connu la résistance des autorités locales qui ne comprenaient pas la nécessité de travailler en partenariat avec la société civile. Les échanges permanents ont permis à l'autorité à comprendre que c'est sa légitimité qui se consolide à travers cette participation citoyenne* » conclut Kavota.

Pour quels changements transformationnels ?

D'ici 2017 contribuer à l'émergence :

- Une société civile désormais mieux structurée et jouant de manière appropriée son rôle **d'interlocuteur crédible** du Gouvernement.
- Des médias capables de contribuer à la culture de la **transparence** et à la **citoyenneté active** et responsable.



Bashu, une animatrice de la radio communautaire. © PNUD RDC 2010